

## Italie, Irlande... Existe-t-il des politiques d'austérité efficaces ?



Le 13 mars, l'Irlande a retrouvé le chemin des marchés financiers en émettant pour la première fois depuis le plan d'aide européen de 2010 des obligations du Trésor à dix ans. Les huit budgets de rigueur mis en place en cinq ans ont-ils sauvé le Tigre celtique ?

Avec Pascal Salin

Des politiques d'austérité ont été décidées au cours des années ou des mois récents dans de nombreux pays, en particulier en Europe. Mais ce terme – "politiques d'austérité" – est quelque peu ambigu et il recouvre des réalités variées. **Peut-être serait-il alors préférable de les désigner par ce qu'elles sont, à savoir des politiques de réduction du déficit budgétaire.** Mais pour les évaluer correctement, il convient de rappeler le contexte dans lequel elles ont été décidées. Elles font suite, bien évidemment, à la crise financière et économique des années récentes. Mais peut-être faut-il aussi rappeler que cette crise s'est souvent inscrite dans une situation de plus long terme, que l'on appelle parfois "euroscélérèse" et qui est caractérisée par une faible croissance et un taux de chômage élevé. Tel est en particulier le cas de la France. **Cette situation est la conséquence directe d'un excès de prélèvements obligatoires qui détruit les incitations productives et d'un excès de réglementations qui paralyse les marchés (en particulier le marché du travail).**

Malheureusement, les gouvernements prétendent relancer l'activité économique en pratiquant des politiques de déficit budgétaire (qu'on appelle souvent, précisément mais à tort, des politiques de relance) sous prétexte d'accroître la demande globale et donc d'augmenter les débouchés pour les producteurs. Ce faisant ils appliquent aveuglément les préceptes de la théorie keynésienne. Mais cette théorie est malheureusement totalement erronée.

En effet, on peut démontrer qu'**il est impossible d'augmenter ex nihilo la demande globale : l'augmentation des dépenses publiques doit être financée et elle l'est nécessairement aux dépens de la consommation et de l'investissement privés.** Un pays comme la France enregistre continuellement des déficits budgétaires depuis quarante ans et la crise a apporté un prétexte supplémentaire pour accroître le déficit. Mais une telle politique est évidemment un échec, puisque la crise ne peut pas s'expliquer par une "insuffisance de demande globale" : elle a été provoquée en particulier par une création monétaire excessive.

Il est tout à fait frappant que quelque années ou quelques mois après s'être lancés dans des politiques d'augmentation des déficits publics (appelées à tort politiques de relance), les gouvernements se trouvent maintenant acculés à pratiquer des politiques de réduction du déficit (appelées "politiques d'austérité"). En effet, ils se rendent compte qu'ils ont des difficultés à rembourser leurs dettes et à payer les intérêts. Ils risquent donc la dégradation de leurs notes par les agences de notation, ce qui conduit à une augmentation des taux d'intérêt qui leur sont demandés. Il peut en résulter un cercle vicieux, l'augmentation des taux d'intérêt accroissant les déficits budgétaires et rapprochant les gouvernements d'une situation de cessation de paiement.

Il aurait certes mieux valu ne pas se lancer dans des politiques continues de déficit budgétaire. Mais on ne peut malheureusement

---

pas refaire le passé et il n'y a maintenant pas d'autre solution que de réduire le déficit (et même, si possible, d'obtenir un excédent budgétaire pour rembourser la dette !). Mais **il y a deux moyens d'y arriver : en réduisant les dépenses publiques ou en augmentant les impôts**. Augmenter les impôts contribue à la destruction des incitations productives, réduit donc le taux de croissance et donc les recettes fiscales futures, au risque d'accroître le déficit.

La bonne politique d'austérité est celle qui consiste à réduire les dépenses publiques. **Et on devrait même considérer comme souhaitable une baisse des dépenses publiques tellement importante que l'on pourrait simultanément diminuer la pression fiscale**. Comme on le sait, en France on a essentiellement choisi l'augmentation des impôts, en particulier sur ceux qui sont les plus créateurs de richesses, et l'on peut donc s'attendre à une longue période de stagnation et de chômage élevé. Peut-être pourra-t-on même prendre la France comme un modèle d'échec de la politique d'austérité.

Mais existe-t-il des modèles d'austérité réussie ? Aucun ne s'impose véritablement et l'on ne peut guère parler de modèle qu'en termes relatifs. Tel semble être le cas de l'Irlande. En effet, dans ce pays, le gouvernement a essentiellement pratiqué une politique de réduction très vigoureuse des dépenses publiques, mais il s'est efforcé de ne pas trop utiliser l'instrument de la fiscalité : ainsi, il a créé une taxe foncière et augmenté les cotisations sociales, mais il s'est refusé à augmenter le taux de l'impôt sur les sociétés (le taux de 12,5 % est attractif pour les investissements étrangers) ou à accroître la fiscalité sur les revenus ou les patrimoines élevés. **Il serait certes excessif de parler d'un "miracle irlandais", mais, compte tenu de la situation extrêmement difficile que ce pays a connue, on peut apprécier le fait qu'il enregistre maintenant un taux de croissance de l'ordre de 1%**.

L'Italie a également résisté à la tentation démagogique de s'en prendre aux contribuables les plus riches. Ses gouvernements ont essentiellement augmenté d'un point la TVA, mais surtout pratiqué de larges diminutions des dépenses publiques (impliquant certainement des sacrifices pour les fonctionnaires) et introduit plus de flexibilité sur le marché du travail. Mais il est encore trop tôt pour apprécier le résultat de cette politique dans un pays dont la dette publique est l'une des plus élevées au monde. Il semble cependant que sa croissance, négative en 2012 à un taux de - 2%, se rapproche maintenant de zéro.

La politique d'austérité ne peut évidemment pas avoir d'effets immédiats. Après les immenses distorsions apportées dans les structures productives au cours des années passées par des politiques monétaires et économiques déstabilisatrices, les politiques d'austérité s'imposent. Mais elles impliquent à leur tour des changements structurels qui ne peuvent pas se faire immédiatement. Il faudra encore du temps avant que les bonnes politiques d'austérité donnent véritablement leurs effets. Quant aux politiques d'austérité mal conçues, prendra-t-on conscience rapidement de leurs échecs ?